



La CES condamne la dérive totalitaire de la Hongrie

Geplaatst op dinsdag 12 maart 2013 | 

 SHARE

Le Parlement hongrois, contrôlé par le parti conservateur de Viktor Orban, a adopté le 11 mars un nouvel amendement à sa Constitution qui constitue une menace pour la démocratie. La Confédération européenne des syndicats (CES) condamne fermement cette modification de la Constitution car elle remet en cause l'équilibre des pouvoirs. La modification de la Constitution est la démonstration que le pouvoir du gouvernement ne connaît plus aucune limite.

Par cette réforme, le gouvernement hongrois entend restreindre les prérogatives de la Cour constitutionnelle pour renforcer ses propres pouvoirs. La Cour constitutionnelle se retrouve muselée. C'est une atteinte à la démocratie.

De nouveaux amendements posent également problème, comme l'atteinte à la liberté des médias, la possibilité d'expulser les sans domicile fixe (SDF) des lieux publics, les restrictions affectant les campagnes électorales, la limitation des libertés religieuses ainsi que celle de la liberté de circulation des étudiants, etc.

Bernadette Ségo, secrétaire générale de la CES a déclaré : « *Cette dérive a pour objectif de concentrer les pouvoirs entre les mêmes mains et de faire taire toute critique. C'est anti-démocratique et inacceptable. Nous soutenons les protestations de la Commission européenne et du Conseil de l'Europe. La primauté du droit, le droit de l'Union européenne et les normes du Conseil de l'Europe doivent être respectés* ».